

Le « printemps azéri », c'est pour quand ?

par André Chamy

L'Azerbaïdjan est comprimé entre une société médiévale, qui élève son président Ilham Aliyev au rang de dieu vivant, et une société moderne qui souffre de sa corruption et de son autoritarisme. Après avoir plusieurs fois balancé entre Moscou et Washington, le pays est aujourd'hui proche des États-Unis et d'Israël. Malgré une croissance très soutenue (et l'exploitation de nouvelles réserves d'hydrocarbures en 2006), André Chamy s'interroge sur la patience des Azerbaïdjanais face à la répression politique.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 3 JUILLET 2013



Le clan Aliyev : (de gauche à droite)
le fils, la mère, le père, l'épouse, le
gendre.

Le déclenchement en décembre 2010 des révoltes dites « *populaires* », qualifiées par la suite de « *printemps arabe* », a plongé Bakou dans l'expectative et la crainte, tant le régime azerbaïdjanais partage de caractéristiques avec les dirigeants de certains pays arabes chassés du pouvoir. La crainte de la contagion a poussé les dirigeants en place à prendre des mesures pour se protéger. Dans la banlieue de Bakou, le buste de Hosni Moubarak qui décorait le parc dédié à l'amitié égypto-azerbaïdjanaise a été remplacé par un monument politiquement

plus neutre.

De la même manière, concernant la Syrie, avec l'aggravation de la crise et la division des pays de la région entre partisans et opposants au régime du président el-Assad, l'Azerbaïdjan a tenté de poursuivre sa politique de précaution. Sans pouvoir ouvertement soutenir les opposants au régime qui exigent le départ du président syrien, la République du Caucase a exprimé sa réprobation vis-à-vis de l'emploi de la violence à l'encontre des populations civiles.

Devenu en octobre 2011 membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour une période de deux ans, Bakou s'est montré d'autant plus prudent dans son appréhension de la crise syrienne qu'il est pris en tenailles par ses deux imposants voisins turc et iranien, qui occupent des positions diamétralement opposées dans l'équation syrienne. Ankara est en effet le chef de file du camp qui exige le départ du dirigeant de Damas, tandis que Téhéran soutient ce dernier sans relâche.

La position de l'Azerbaïdjan est devenue davantage critique et audible quand les Arméniens du Karabakh ont affirmé avoir accueilli et installé dans certains de leurs districts des familles arméniennes de Syrie qui fuyaient les combats. Bakou a jugé inacceptable et illégale cette installation sur des territoires dont le statut et la souveraineté demeurent selon lui un point d'achoppement important dans ses relations avec Erevan.

En réalité, le problème est plus grave pour Bakou. Le président Aliyev doit se demander, tandis que ce fameux printemps s'approche de ses frontières, s'il pourrait donner des idées à l'opposition azerbaïdjanaise et la pousser à se lancer dans un combat similaire. Certains pays même « amis de l'Azerbaïdjan » qui font pour l'essentiel partie du club des « Amis de la Syrie » ne seraient pas mécontents qu'un changement éventuel de régime en Syrie puisse s'avérer bénéfique en termes d'impact sur l'Azerbaïdjan.

En effet, selon eux, le départ du président el-Assad, quelles que soient les forces qui lui succèderaient, risquerait d'affaiblir le puissant voisin iranien, avec lequel Bakou n'a jamais entretenu de

relations faciles, si bien que l'Azerbaïdjan semble parfois se rapprocher de la Turquie et du camp anti Bachar el-Assad.

Toutefois, pour le régime d'Ilham Aliyev, soutenir le prétendu processus démocratique dans le monde arabe reviendrait à se tirer une balle dans le pied. La crainte de la contagion de la vague de contestation populaire est d'autant plus forte que de nombreuses protestations populaires contre le pouvoir en place ont eu lieu durant les mois de janvier et février 2013 à Bakou et en province. Elles ont donné lieu à de multiples arrestations et à des détentions administratives qui ne constituent pas une première dans ce pays.

Les Droits de l'homme

Depuis plusieurs années les différents services de police procèdent à des arrestations de tous genres touchant des journalistes, des blogueurs, des avocats et des hommes politiques pour ensuite les faire passer par la case Justice, qui prononce à leur encontre des condamnations plutôt lourdes au mépris des principes les plus élémentaires des Droits de l'homme.

Tout est bon pour condamner : faux témoins, pièces à convictions placées volontairement par des policiers ou par des « *auxiliaires* » de ces services, sans oublier les faits inexistantes auxquels sont données des qualifications pénales, ce qui permettrait de justifier de peines plus ou moins lourdes en fonction du délai pendant lequel il est nécessaire de se débarrasser des accusés. Le motif réel est l'opposition politique au clan Aliiev.

Tous les opposants sont susceptibles de subir ces poursuites, de gauche ou de droite, laïques ou pratiquants, altermondialistes ou simples prêcheurs pour un retour aux valeurs de l'islam.

Bien que l'Azerbaïdjan ait adhéré au Conseil de l'Europe au mois de janvier 2001, la situation des Droits de l'homme dans ce pays reste plus que préoccupante. Différents rapports ont été émis, même s'ils sont parfois « *édulcorés* », et critiquent les agissements de ce pays notamment concernant les situations des prisonniers politiques, le recours à la force et à l'arbitraire.

Les exemples sont nombreux, Emin Huseynov a été arrêté alors qu'il observait et filmait une manifestation devant le bâtiment présidentiel à Bakou. Plusieurs hommes en civil se sont approchés de lui et l'ont conduit à l'intérieur du bâtiment. Sa caméra et ses papiers d'identité ont été saisis. Après sa libération à 14 h 30, ses papiers et sa caméra lui ont été rendus ; cependant, les hommes avaient effacé toutes les photos et donné aucune explication au sujet de son arrestation. Ils l'ont averti que s'il revenait sur ce site, il serait à nouveau arrêté....

L'arrestation de Zaur Gurbanli est liée également à ses activités en ligne et à son engagement politique. À un an de l'élection présidentielle d'octobre 2013, Bakou semble moins que jamais disposé à relâcher la pression sur la presse et la société civile, qui s'est de nouveau accentuée depuis que les médias se sont retirés avec la fin de l'Eurovision.

Ce n'est que le 1er octobre 2012 que le service de presse du ministère de l'Intérieur a annoncé son placement en détention administrative pour quinze jours, jusqu'à la tenue de son procès, pour ne pas avoir coopéré avec la police dans une enquête portant sur un « *trafic de drogue* ». Les activistes locaux craignent que de nouvelles charges ne soient ajoutées au terme de l'enquête en cours. L'avocat de Zaur Gurbanli, Ashabali Mustafayev, a confié à Radio Free Europe / Radio Liberty, qu'il travaillait à ce que la détention ne soit pas prolongée au-delà de ces quinze jours.

Le même procédé a été utilisé avec un autre opposant, le docteur Samadov, qui, à l'occasion d'un discours politique devant ses partisans, aurait qualifié le président Aliyev de « *Yazid* », ce qui, dans la bouche d'un chiite est assimilé à la trahison des valeurs de l'islam. Il s'est trouvé poursuivi pour « *complot contre l'État* » et pour « *participation à une entreprise terroriste* ».

Le docteur Samadov a été arrêté sans que personne n'ait été avisé. Ce n'est qu'au bout de trois semaines qu'il a pu rencontrer son avocat, qui n'a pu apprendre que par des moyens détournés le lieu d'arrestation de son client. Actuellement, il purge une peine de huit ans de prison ferme avec une dizaine de ses amis et membres de sa famille.

Les blogueurs et activistes en ligne sont régulièrement la cible du harcèlement des autorités. Après la libération des célèbres blogueurs Emin Milli et Adnan Hajizade en 2010, une nouvelle vague de répression s'est abattue sur les blogueurs suite aux manifestations de l'opposition au printemps 2011, dans la foulée du « *printemps arabe* ».

L'Azerbaïdjan est situé actuellement à la 162e place (sur 179) du dernier classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

Manifestement, Le printemps azerbaïdjanais n'a donc pas encore fleuri !

Dans un rapport de quarante-cinq pages, rendu public le 16 novembre 2011 à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, Amnesty International montre comment le gouvernement azerbaïdjanais pratique l'intimidation et les arrestations arbitraires afin d'éviter qu'internet ne soit utilisé pour organiser des manifestations et diffuser des informations critiques à son encontre.

Le rapport *The spring that never blossomed : freedoms suppressed in Azerbaijan (Le Printemps qui n'a jamais fleuri : les libertés supprimées en Azerbaïdjan)* démontre l'augmentation des mesures de répression dont sont victimes en Azerbaïdjan des militants utilisant Internet, des opposants politiques et des journalistes [1].

Malgré ce climat répressif, des centaines de personnes se rassemblent de temps à autre à Bakou. Inspirées par les mouvements de protestation au Proche-Orient et en Afrique du Nord, elles ont manifesté en faveur de réformes démocratiques et de mesures contre la corruption. Ces manifestations sont toujours sévèrement réprimées. De nombreuses personnes ont été arrêtées et condamnées à des peines de prison.

Le rapport de Human Rights Watch de 55 pages, intitulé *Crushing Dissent : Repression, Violence and Azerbaijan's Elections*, apporte des informations sur des centaines d'arrestations arbitraires, des passages à tabac, des actes de torture généralisée et des renvois de leur emploi, pour motivations politiques, de membres et de

partisans de l'opposition suite à l'élection présidentielle du 15 octobre, qualifiée de « *frauduleuse* » par une bonne partie de la communauté internationale [2]

Le rapport de Human Rights Watch, établi suite aux dernières élections, apporte des informations sur les violations des droits humains commises par les autorités azéries avant, pendant et après l'élection présidentielle. Il s'appuie sur des centaines d'entretiens avec des victimes et des témoins conduits dans treize villes et agglomérations du pays, en octobre et novembre.

Human Rights Watch a montré que le gouvernement avait empêché les candidats de l'opposition de mener efficacement leur campagne. Des brutalités policières et des arrestations arbitraires ont eu pour but d'intimider les partisans de l'opposition et le grand public. Le jour de l'élection, le gouvernement a mené une campagne très organisée de fraudes à travers tout le pays afin d'assurer la victoire du candidat du parti au pouvoir, Ilham Aliyev, à la barbe de la plus vaste équipe internationale d'observateurs du processus électoral jamais déployée dans le pays.

Dans les semaines qui ont suivi l'élection, les autorités azéries ont utilisé la violence post-électorale comme prétexte à une répression massive de l'opposition. La police a arrêté près d'un millier de personnes, dont des responsables nationaux de l'opposition, des membres des partis locaux d'opposition, des activistes d'organisations non-gouvernementales, des journalistes, des responsables des élections et des observateurs qui mettaient en avant les fraudes.

Human Rights Watch a recueilli des informations sur de nombreux cas de torture par la police. Cette dernière a eu recours, contre les responsables de l'opposition, à de violents passages à tabac, à des décharges électriques et à des menaces de viols perpétrés par des hommes. L'Unité du crime organisé du ministère de l'Intérieur a joué ici un rôle particulièrement actif.

Human Rights Watch a montré que la domination totale exercée par la présidence était l'une des causes des abus commis contre les Droits humains en Azerbaïdjan. Nombre des abus étudiés par Human Rights Watch se sont produits sous les ordres directs des

autorités exécutives locales nommées par les services du président auxquels elles rendent exclusivement compte de leurs activités.

Les prochaines élections prévues pour le mois d'octobre pourraient apporter leur lot de manifestations, de répression, et d'arrestations arbitraires. Le feu qui couve doit interroger le président Aliyev à différents niveaux.

Ce feu pourrait se transformer en brasier, et les atteintes aux droits de l'homme ne seraient que le catalyseur pour déclencher le feu des dieux, ce à l'instar de l'étincelle de Sidi Bouzid au mois de décembre 2010 en Tunisie, qui aurait été provoquée par le vendeur de légumes qui s'est immolé.

Les particularités de l'Azerbaïdjan

La professionnalisation des crises au Proche-Orient, orchestrée pour permettre une meilleure exploitation de la situation, a dû faire prendre conscience à Bakou du risque de voir sa propre population divisée.

Situé au carrefour de l'Iran, de la Russie et de la Turquie dont il continue de recevoir les influences politiques et religieuses, l'Azerbaïdjan possède la particularité d'être la seule république turcophone post-soviétique à posséder une double identité religieuse, à la fois chiite et sunnite. Ce particularisme, hérité de sa position frontalière entre l'Empire ottoman sunnite et l'Empire safavide chiite, était peu perceptible à l'époque de l'Union soviétique.

La quête d'identité depuis l'indépendance s'est concentrée en partie sur le fait religieux et a donné lieu à un réveil islamique. L'activisme des courants religieux, turcs comme iraniens, a ravivé la flamme de la foi chez les Azerbaïdjanais mais aussi créé des divisions. Le prosélytisme sunnite exercé par la Diyanet (département des Affaires religieuses en Turquie,) mais également par des mouvements privés représentés par les disciples de Saït Nursi, Fethullah Gülen, Suleyman Tunahan et du leader naqshibendi Osman Nuri Topbas, quatre autorités religieuses qui sont à la tête

d'importants mouvements partisans d'un islam turc et sunnite, viennent froisser pour le moins l'amour propre de la majorité chiite, laquelle pourrait se sentir menacée dans ses convictions

Les sunnites n'ont pas directement tenté de s'imposer dans un Azerbaïdjan majoritairement chiite, mais en favorisant le développement de leur doctrine, elle-même divisée entre plusieurs tendances, ils pourraient contribuer à réveiller la ligne de fracture entre les deux principales communautés de l'islam. Des salafistes, plus ou moins fondamentalistes, venus de la péninsule arabique ou du Caucase du Nord, ont ainsi réussi à imposer un radicalisme jusque-là inexistant dans le pays.

Quand on connaît le passé commun des deux pays, l'influence des chiites iraniens qui s'est développée à partir de 1990 semble naturelle. Celle-ci a toutefois également contribué au réveil du clivage entre chiites et sunnites. L'établissement de relations diplomatiques entre Bakou et Téhéran a ouvert la voie à la promotion officielle des préceptes du guide de la Révolution islamique, Ali Khamenei, en Azerbaïdjan. Des centaines de jeunes Azerbaïdjanais sont partis étudier dans les villes iraniennes de Qom et de Machhad où ils se sont familiarisés avec les idées de plusieurs grandes figures chiites.

Avant la crise syrienne, la ligne de fracture chiites/sunnites semblait résister. L'État cherchait d'un côté à affaiblir l'influence de l'Iran en expulsant des fondations iraniennes et en réprimant les personnalités et les ONG locales soupçonnés d'être pro-iraniennes, et de l'autre côté l'on a cherché à réduire la coopération religieuse avec Ankara et la mosquée de la place des martyrs, haut-lieu symbolique de la présence musulmane turque en Azerbaïdjan, a été fermée par les autorités, officiellement pour des raisons de sécurité. Mais en fait pour réduire le poids de la Turquie dans l'islam azerbaïdjanais.

En se transformant au moins en apparence, en conflit religieux, la crise syrienne a ravivé les querelles confessionnelles au sein de la République du Caucase. Elle interpelle surtout les autorités religieuses et les plus pieux des croyants, soit une minorité d'Azerbaïdjanais.

La discrète communauté salafiste, elle-même divisée en plusieurs branches, bien qu'elle n'ait fait aucune déclaration publique, compte certains prêcheurs, qui ont ouvertement pris fait et cause pour les rebelles djihadistes de Syrie. Ils appartiennent souvent à des groupes ethniques nord caucasiens (lezgin, avar ou tchéchène) et partent combattre en Syrie après avoir fait la guerre en Afghanistan.

Les milieux chiites militants sont plus diserts sur la crise syrienne. De manière générale, leur attitude est très tranchée, ils condamnent fermement les rebelles et les forces extérieures qui les soutiennent. Interrogé dans son bureau de l'association des droits de l'homme DEVAMM, Hadji Ilgar Ibrahimoglu, le leader chiite le plus charismatique, le plus populaire et le plus politisé d'Azerbaïdjan, ne croit pas aux motivations démocratiques et révolutionnaires de l'opposition syrienne.

D'autres associations chiites influentes expriment un point de vue similaire. Leurs responsables sont eux aussi persuadés que *« derrière le soutien aux rebelles se cache en réalité le désir des puissances hostiles à l'Iran, et au monde chiite, de punir le régime syrien pour son engagement pro-iranien »*.

Ce constat est traduit par le fait qu' il existe une alliance entre les États-Unis et leurs alliés sunnites de la région pour affaiblir l'Iran.

Cette tension qui couve n'est pas faite pour rassurer le président Aliyev... Le régime en place craint que les révolutions arabes, et même la situation en Syrie où une victoire de l'opposition pourrait ouvrir la voie aux forces qui réclament le changement à Bakou, pourraient inspirer l'opposition. Selon un sondage réalisé en septembre 2012, seuls un tiers des Azerbaïdjanais (35 %) pense que leur pays va dans la bonne direction. Un autre tiers (33,9 %) se déclare favorable à une révolution du type printemps arabe. 14 % des personnes interrogées se disent mécontentes du régime d'Ilham Aliyev, mais s'en accommodent pour préserver la paix et la stabilité dans un pays encore marqué par les conflits des premières années de son indépendance.

L'Azerbaïdjan est donc involontairement dans une tourmente qui la rend schizophrène. D'un côté la crise syrienne la conforterait

puisque selon ses intérêts géopolitiques elle pourrait la faire profiter de la chute éventuelle de Bachar el-Assad, ce qui serait une défaite diplomatique pour ses voisins russe et iranien. Mais en même temps cette chute qui paraît improbable risquerait de donner des idées à son opposition, ce notamment face à une opinion qui devient de plus en plus hostile à son président.

Le rôle de ses amis

L'autre volet du conflit du Proche-Orient, en l'occurrence le conflit israélo-arabe, pointe son nez à travers une alliance qui peut paraître comme contre nature entre l'Azerbaïdjan et Israël.

En effet, Israël a commencé à cultiver des relations étroites avec Bakou en 1994, lorsque l'entreprise israélienne de télécommunications Bezeq a acheté une part importante de la société nationale de téléphonie. En 1995, le marché azerbaïdjanais était plein de biens israéliens : « *Les glaces Strauss, les téléphones portables produits par Motorola en Israël, la bière Maccabee et les autres exportations israéliennes sont partout* », écrivait un journaliste israélien dans le *Jerusalem Post*.

En mars 1996, le ministre de la Santé d'alors, Ephraïm Sneh, devint le premier responsable israélien de haut niveau à se rendre à Bakou, mais certainement pas le dernier. Benjamin Netanyahou fit le voyage en 1997, et une délégation de la Knesset en 1998, le vice Premier ministre Avigdor Lieberman et la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni en 2007, le président Shimon Peres en 2009 et Lieberman à nouveau, en tant que ministre des Affaires étrangères, en février dernier. Peres avait été accompagné lors de sa visite à Bakou par Avi Leumi, le PDG d'Israel Aeronautics Defense Systems, un ancien responsable du Mossad.

Les responsables du renseignement états-unien ont commencé à prendre au sérieux en 2001 la cour que faisait Israël à l'Azerbaïdjan. En 2001, le fabricant d'armes Elbit Systems s'était allié à l'entreprise géorgienne Tbilissi Aerospace Manufacturing pour développer l'avion soviétique SU-25 Scorpion, un avion

d'appui aérien rapproché, et un de ses premiers clients avait été l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan bénéficie donc clairement de ses relations approfondies avec Israël. L'État hébreu est le deuxième plus grand client de pétrole azerbaïdjanais, transporté par le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, et ses ventes d'armes permettent à l'Azerbaïdjan de développer ses capacités militaires après que l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe (OSCE) l'ait frappé d'un embargo sur les armes suite à son conflit avec l'Arménie sur la région du Haut-Karabagh.

L'État hébreu est devenu pour le régime d'Azerbaïdjan une sorte de conseiller en sécurité intérieure, car à travers les moyens électroniques vendus à prix d'or aux azéris et grâce aux contrats de conseils par rapports aux risques d'agitations, les Israéliens se sont assurés le rôle de sentinelle dans le Caucase. Ils y trouvent leur compte non seulement pour fructifier « *leur expérience* » dans les « *territoires palestiniens occupés* », mais également pour garder un œil sur le voisin iranien au prétexte de choisir le bon moment pour attaquer les installations nucléaires, but devenu de plus en plus inatteignable....

Les États-Unis n'apprécient guère cette amitié, car elle génère pour eux un risque qu'ils ne sauraient forcément contrôler, en l'occurrence qu'Israël décide d'utiliser les bases aériennes de l'Azerbaïdjan pour attaquer l'Iran, risque qu'ils tentent d'éviter en ce moment, car ils ne veulent pas s'engager dans une aventure militaire incontrôlée et dont les conséquences seraient imprévisibles.

Les États-Unis ont leurs intérêts, et leurs calculs par rapport à la situation géopolitique dans la région. Différentes questions les intéressent dans cette région. Évidemment, le pétrole et le gaz, mais également la situation aux frontières de la Russie et de l'Iran. La question est de savoir si Bakou est décidé à céder devant toutes les exigences US.

Pour le moment, l'Azerbaïdjan n'a commis aucune « *grosse faute* », puisqu'il ne s'est jamais heurté de front aux intérêts géostratégiques des États-Unis. Cela suffira pour lui épargner des

vents du changement dans la région. Ce pays caucasien se trouve, depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, tout en haut sur la liste des États prioritaires bénéficiant de l'aide US.

Dans un rapport de planification stratégique édité par l'organisation d'aide au développement USAID, agence du ministère états-unien des Affaires étrangères, on a pu lire le constat suivant dès juin 2000 : « *L'Azerbaïdjan possède d'énormes réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel. De plus, il se situe dans une zone géostratégique cruciale entre la Russie et l'Iran* ». Par voie de conséquence, Washington ne néglige rien pour mettre Bakou de son côté, tandis que les Azéris louvoient, depuis leur indépendance en 1991, entre Washington et Moscou.

Si les plans US réussissaient, Washington pourrait faire d'une pierre deux coups : d'une part, la Russie serait encore un peu plus houspillée hors du Caucase méridional. D'autre part, il pourrait créer une pierre d'achoppement entre Moscou et Téhéran. Ce plan ne semble pas fonctionner, mais il pourrait s'agir d'un coup de billard à deux bandes. Le premier coup serait de se débarrasser du régime Aliyev qui ressemble en plusieurs points aux régimes arabes qui sont tombés et qui étaient pourtant dociles à l'égard des États Unis, pour ensuite traiter avec des successeurs qu'ils auraient préparés d'avance...

Ceci explique que le but principal des stratégies de Washington est de favoriser une adhésion à l'OTAN de l'Azerbaïdjan. Le 3 juin 2009, dans le magazine *Eurasianet*, qui s'affiche sur la grande toile, on pouvait lire un article de Shahin Abbasov, conseiller de Georges Soros, « *L'Azerbaïdjan pourrait plus vite devenir membre de l'OTAN que la Géorgie ou l'Ukraine* ». Ensuite, dit-on dans l'article, l'Azerbaïdjan dispose de « *quelques atouts particuliers* », notamment ses « *liens culturels étroits* » avec la Turquie, partenaire à part entière de l'OTAN et son importance stratégique cardinale sur le tracé prévu de l'oléoduc Nabucco.

Mais avant que les démarches ne soient entreprises en vue de l'adhésion de l'Azerbaïdjan au sein de l'OTAN, l'on cherche d'abord à briser les relations qui existent entre Bakou et Moscou. La Russie a conservé, depuis la fin de l'Union Soviétique, la station de radar

de Gabala en Azerbaïdjan, une station de haute importance stratégique. Le bail s'est terminé au mois de décembre 2012. Moscou a refusé la reconduction de ce bail jusqu'en 2025 en raison du prix de la location exigé par Bakou qui voulait le faire passer de 7 millions de dollars à 300 millions.

Bien sûr, il faut également tenir compte de solides intérêts économiques. À ce propos, on a pu lire les lignes suivantes dans le texte qui exposait en juin 2000 la planification stratégique de l'USAID : « *La participation de firmes américaines dans le développement et l'exportation du pétrole et du gaz naturel azerbaïdjanais s'avère importante pour la diversification des importations américaines d'énergie et pour la promotion des exportations américaines. Les Etats-Unis soutiennent l'utilisation de divers tracés d'oléoducs pour faciliter l'exportation du pétrole d'Azerbaïdjan* ». Il s'agit surtout de contourner la Russie et l'Iran dans l'acheminement du pétrole et du gaz naturel. Le tracé Bakou/Tiflis (Tbilissi)/Ceyhan achemine déjà le gros du pétrole de la zone caspienne via la Géorgie en direction de la côte méditerranéenne de la Turquie. Cet oléoduc est contrôlé par un consortium anglo-américain sous la direction du géant pétrolier britannique BP.

D'autres tracés d'oléoducs devront être construits à court ou moyen terme. On est actuellement en train de boucler les négociations quant à la construction de l'oléoduc TANAP ("Trans-Anatolian Pipeline") qui devrait acheminer le gaz naturel azerbaïdjanais en Europe via la Turquie. Le projet TANAP, qui aura coûté 7 milliards d'euro, devrait avoir une capacité de 16 milliards de m³ par an, ce qui constitue une concurrence majeure pour la Russie, et aussi, bien sûr, pour l'Iran.

Cette coopération économique suffirait elle aux États-Unis, rien n'est moins sûr ! Le clan Aliyev ne les rassure pas et dans leur fausse promotion de la démocratie qui n'est utilisée que pour des intérêts politiques et stratégiques, Washington cherche à déstabiliser Moscou.

Selon les spécialistes états-uniens, plus le vent de la « *démocratie* » s'approche des frontières de la Russie plus l'on

provoque le Tsar Poutine. Il est évident qu'à chaque fois que cette question de déstabilisation est évoquée par les Russes, on leur oppose qu'ils utilisent la « *théorie du complot* » uniquement pour justifier leur carence en démocratie. Mais la ficelle est grosse et la démocratie a bon dos.

Le Clan Aliyev s'interroge toujours sur la sincérité des États-Unis à leur égard. Même un mafiosi, puisque c'est ainsi qu'est qualifié le régime des Aliyev, sait qu'on n'a rien sans rien et la protection des USA a forcément son prix, et comme il a tenté d'imposer aux Russes un prix qu'ils n'ont pas accepté, les États-Unis risqueraient de lui demander un prix qu'il ne pourra pas accepter.

C'est ainsi que simultanément à la rencontre-surprise de Donald Rumsfeld, patron du Pentagone, avec son homologue azéri, à l'aéroport de Bakou, l'Agence de presse publique azérie, Azartadj, a rapporté que les États-Unis cherchaient à déployer une force spéciale dite « *Garde de la Caspienne* », dans la zone littorale de cette mer. L'objectif affiché est d'assurer la sécurité des unités et des organismes chargés de la prospection et de l'exploitation du pétrole, ainsi que de protéger les pipelines d'éventuels attentats terroristes.

Même si l'on ne connaît pas, en détail, la teneur des pourparlers, entre Rumsfeld et Safar Abiov, la plupart des analystes, en évoquant le projet dit « *Garde de la Caspienne* », estiment cependant que les États-Unis tentent d'imposer à Bakou leurs desseins expansionnistes...

Le quotidien azéri *Azadliq* a rapporté, dans son édition du mercredi 13 avril 2003, que le président azéri était allé, au Pakistan, et ce, au seuil de la visite de Rumsfeld, pour éviter toute rencontre avec le secrétaire à la Défense. Ces dernières semaines, Washington, en consacrant 7 millions de dollars à la tenue d'élections législatives prétendument démocratiques, en Azerbaïdjan, s'ingère indiscutablement dans les affaires intérieures de ce pays. En réalité, ils attendent le retour sur leur investissement.

Les rencontres de l'Ambassadeur US, à Bakou, avec les dirigeants

pro-occidentaux de l'opposition azérie montrent, en quelque sorte, que les États-Unis cherchent à provoquer une révolution de couleur, en République d'Azerbaïdjan, appelée « *Révolution violette* » ; ce qui a même inquiété certains responsables du parti au pouvoir, à Bakou.

Dans la même veine, il a été constaté des contacts intenses entre certaines ambassades occidentales, des opposants et des « *e-citoyens* », afin de les encourager dans leur dénonciation du régime Aliyev. Des financements de leurs activités, de leurs moyens de communications et évidemment les frais de leur défense devant les autorités et juridictions azéries sont pris en charge soit directement soit par le biais des ONG qui ont fait parler d'elles lors des « *révolutions* » colorées.

Des formations juridiques, économiques, et sur l'usage des médias sont fournies soit localement, soit à travers de voyages à l'étranger en Europe ou aux États Unis, organisés par ces mêmes ONG. Ces actions sont menées au nom de la promotion de la démocratie et des Droits de l'Homme, concept intéressant, voire indispensable, mais qui semble depuis la chute du mur de Berlin totalement voué à assurer les intérêts de certaines puissances.

La plupart des experts sont d'avis que Washington, en brandissant la menace d'une « *révolution violette* » contre Bakou, tente de faire ingurgiter aux autorités azéries ses projets expansionnistes, notamment celui concernant la création d'une base de forces rapides et la mise en place d'une Garde de la Caspienne, en République d'Azerbaïdjan, pour protéger l'oléoduc Ceyhan-Bakou, de prétendus attentats terroristes...

L'opinion publique de l'Azerbaïdjan considère toute coopération militaire de son pays avec Washington comme allant à l'encontre de ses intérêts nationaux, d'autant qu'une loi adoptée récemment par le parlement azéri interdit au gouvernement de Bakou l'octroi d'une base militaire aux pays étrangers. Si les États-Unis sont, vraiment, décidés à imposer une « *révolution violette* », les concessions éventuelles du gouvernement d'Aliyev ne sauraient être capables de l'empêcher.

Ce que Washington cherche, ce sont ses propres intérêts et non

pas des amis sûrs et permanents. C'est ainsi qu'elle a lâché en son temps le Shah, puis Abdoullah saleh, Ben Ali et Moubarak. Seuls, les gouvernements basés sur la volonté populaire seront à même de résister, catégoriquement, aux exigences expansionnistes de l'Administration yankee.

Cependant, la seule interrogation qui demeure en suspens n'est pas de savoir si ce printemps azéri va se produire, mais celle de savoir quand il aura lieu... ?

André Chamy

[1] *Azerbaijan : The spring that never blossomed : Freedoms suppressed in Azerbaijan*, par Amnesty International, 11 novembre 2011.

[2] *Crushing Dissent : Repression, Violence and Azerbaijan's Elections*, par Human Rights Watch, 23 janvier 2004.

Source : « Le « printemps azéri », c'est pour quand ? », par André Chamy, *Réseau Voltaire*, 3 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179219.html